



Journée d'Information des Parlementaires sur le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement

Discours

Chef de file des PTF du secteur Eau , Hygiène et Assainissement

- **Honorable Président de l'Assemblée Nationale**
- **Honorables Députés**
- **Monsieur le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement**
- **Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement**
- **Monsieur le Chef de File des ONG EHA et Mesdames et Messieurs les Représentants des ONG du secteur,**
- **Mesdames et Messieurs,**
- **Chers invités**
- **Tout protocole respecté**

Honorables Députés, Mesdames et Messieurs,

C'est un réel honneur de m'adresser à vous, au nom des Partenaires Technique et Financiers du secteur de l'eau et de l'assainissement à l'occasion de la journée d'information des parlementaires sur le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement au Niger.

Honorables Députés , Mesdames et Messieurs,

L'approvisionnement en Eau potable des populations et l'amélioration de leur assainissement de base revêtent un caractère vital dont il faut toujours se souvenir. Au Niger on dit souvent que « L'eau c'est la vie » et « l'eau souillée c'est la mort ».

Ce secteur est non seulement vital pour les populations, mais il concourt aussi à l'amélioration de la santé et au développement en général. C'est pourquoi, les Nations Unies lui ont consacré un Objectif de Développement Durable spécifique, à savoir l'ODD N°6.

Et c'est avec beaucoup de volontarisme que tous les acteurs nigériens ont adhéré à cet objectif en élaborant le nouveau Programme Sectoriel Eau, Hygiène et Assainissement 2016-2030.

Son adoption par votre Gouvernement entérine cette volonté politique de faire de notre secteur une priorité dans l'atteinte des ODD. La prise en compte de tous les aspects transversaux comme le Genre, l'Environnement, ou l'Approche Fondé sur les Droits Humains, qui font du PROSEHA une référence sous régionales.

Honorables Députés , Mesdames et Messieurs,

Les défis sont immenses : avec à peine 20 % des nigériens desservis en eau potable par des systèmes sécurisés, et près d'un tiers de la population sans accès à l'eau potable, la mise en place d'infrastructures pérennes représente à elle seule un effort titanesque.

C'est au niveau de l'hydraulique rurale que les besoins demeurent les plus grands, je rappelle que 80 % de la population du Niger vit en zone rurale avec un taux d'accès à l'eau de 45 %, en zone urbaine le taux de desserte est de 93 %.

Concernant l'Assainissement de base, les défis sont encore plus importants, en effet plus de 68% de la population nigérienne, soit environ 14 millions de personnes pratiquent encore la défécation à l'air libre. Cette situation a des conséquences néfastes tant aux plans de la santé, de l'état nutritionnel des enfants, de l'éducation que du développement économique du pays. Les enfants continuent malheureusement de payer le lourd tribut de maladies diarrhéiques du fait d'un environnement malsain et de mauvaises pratiques d'hygiène.

Les besoins de financement pour l'hydraulique rurale sont de l'ordre de 1800 milliards XOF à l'horizon 2030 contre 666 milliards XOF pour l'hydraulique urbaine.

Le financement du PROSEHA 2016-2030 est certainement le plus grand défi du Gouvernement : en effet, l'effort financier devra tripler par rapport au niveau actuel pour atteindre les ODD.

Aujourd'hui, l'appui des PTFs représente plus de 90% du budget d'investissement de l'Etat, sous forme de prêt ou de dons. D'autres financements hors loi de finances existent, notamment par l'intermédiaire des ONGs très présentes sur le terrain mais dont l'encadrement doit être renforcé dans le respect de la législation.

Nous saluons la décision du gouvernement d'avoir mis en place un Mécanisme Commun de Financement (MCF) qui

constitue une étape essentielle pour renforcer l'action de l'Etat sur la voie de l'approche-programme, mais aussi faire augmenter dans un cadre sécurisé les contributions nationales et internationales.

Le Grand-Duché du Luxembourg et le Royaume du Danemark alimentent le Mécanisme Conjoint de Financement à hauteur de 55 millions d'euros. (36 milliards 77 millions FCFA) j'en suis sûre, cela servira d'effet de levier pour permettre à l'Etat d'augmenter sa contribution financière au Secteur.

D'autres PTF sont fort engagé dans le secteur notamment l'UE, l'AFD, la Belgique, UNICEF , la BM et la Coopération Suisse

La BM : (i) Le Projet Eau et Assainissement (PEAMU) qui couvre le Milieu Urbain et doté d' un montant 160 USD. (ii) le projet de gestion de risques et Catastrophes et développement urbain (PGRC-DU), qui finance des activités d'AEPA et d'irrigation au niveau national d'un montant de 127 million dollar. Et enfin le projet Kandadji d' montant d'environ 255 million USD.

*L'AFD : Un projet d'hydraulique urbaine et d'assainissement à Niamey en cofinancement avec la BEI, ORIO, FINEXPO pour un coût global de 79,46 millions d'euro
Un projet d'Hydraulique villageoise dans la région de Tillabéry pour un montant de 15 millions d'euros.*

La coopération Suisse qui finance à hauteur 18 millions de francs suisses le Programme d'Hydraulique Rurale - Appui au Secteur Eau et assainissement (PHRASEA) phase 2

L'UE : Initiative d'Accélération des OMD (IAOMD)" pour donner l'accès à l'eau potable à 250.000 personnes dans les zones de malnutrition chroniques de Maradi, Tahoua et Zinder doté d'une enveloppe de 25 millions d'euros et 'appui budgétaire du Contrat de

La mise en place, attendue depuis 2012, du Fonds National de l'Eau prévu dans le Code de l'Eau, constituera aussi un mode de financement national important.

Enfin, la décentralisation en cours permettra aux Collectivités Locales de mobiliser de leur côté des financements importants ainsi qu'assurer une meilleure qualité des services de l'eau auprès des citoyens

Face aux défis et aux perspectives qui se dressent devant nous, on voit bien que tous les acteurs devront s'employer à redoubler d'effort sans attendre.

Permettez moi d'illustrer mon propos par des résultats concrets que nous avons obtenu grâce à l'intervention des PTF.

Je citerai la réalisation d'une Mini Adduction d'Eau potable (forage de 124 mètres profond et un château d'eau d'une distance de 1,5 km du forage) dans la commune rurale de Tirmini dans la région de Zinder qui donne accès à l'eau potable à plus de 6000 habitants du village de Toudou Agoua. Cette réalisation a fait naître un écosystème et crée des synergies autour du service public d'eau . Elle a permis

1. Améliorer la qualité de vie des femmes soumises à la corvée de la collecte de l'eau ;
2. Renforcer le tissu organisationnel et sociétal du village et des villages environnants ;

3. Améliorer les conditions sanitaires des populations par l'adoption de bons comportements d'hygiène et d'assainissement par celles-ci et ainsi ;
4. Réduire les maladies liées au manque d'hygiène et surtout l'utilisation de l'eau stagnante de la mare ;
5. Augmenter la fréquentation des enfants à l'école et des jeunes filles par l'absence de la corvée de l'eau et la construction de latrines scolaires ;
6. Favoriser le développement d'une agriculture moderne.
7. Réduction des conflits locaux liés à l'accès et la gestion de l'eau

Les avancées réalisées sur le terrain démontrent clairement l'impact positif des efforts entrepris conjointement avec tous les acteurs .

Enfin, permettez-moi de conclure cette intervention en soulignant l'importance de la pérennisation du système grâce à la maîtrise d'ouvrage par la commune, la gestion déléguée, le contrôle de la ressource par les instances déconcentrées, l'achat de l'eau par les usagers et la mise en place d'un Fond de Renouvellement et Extension (FRE) et d'un Fonds de Maintenance. Un effort particulier devra être fait pour garantir un équilibre financier au niveau de l'hydraulique urbain avec un système de tarification qui assure la durabilité des investissements de l'Etat et de ses partenaires.

Honorables Députés, votre engagement individuel, de même que l'implication de votre institution sont fondamentaux pour faire avancer de façon notable l'agenda de l'accès durable à l'eau potable et à un assainissement de qualité au Niger

A cet effet, au-delà de la mission régalienne du Parlement dans le vote du budget d'Etat, l'initiative "Un Député, une mini-AEP multi-villages" est à saluer à sa juste valeur.

Au nom des PTFs appuyant le secteur de l'Eau et de l'Assainissement au Niger, je tiens à réitérer notre indéfectible volonté d'accompagner le Gouvernement du Niger dans le développement social, durable et pacifique de votre pays.

Je vous remercie.

Eric Dietz
Chef de bureau
Ambassade du Luxembourg